

L'influence des idées étrangères sur l'enseignement au Brésil

Anna Maria Casassanta Peixoto, Michel Brault, Monique Saint-Louis

Citer ce document / Cite this document :

Casassanta Peixoto Anna Maria, Brault Michel, Saint-Louis Monique. L'influence des idées étrangères sur l'enseignement au Brésil. In: Histoire de l'éducation, n° 65, 1995. pp. 3-26.

doi : 10.3406/hedu.1995.2768

http://www.persee.fr/doc/hedu_0221-6280_1995_num_65_1_2768

Document généré le 16/10/2015

L'INFLUENCE DES IDÉES ÉTRANGÈRES SUR L'ENSEIGNEMENT AU BRÉSIL

par Ana Maria CASASSANTA PEIXOTO

L'enseignement au Brésil connaît sans aucun doute un moment de crise. Celle-ci est due surtout à un conflit d'identité. Étouffée sous un véritable enchevêtrement de fonctions, qui vont des soins alimentaires à la recherche de ressources pour l'entretien des bâtiments eux-mêmes, l'école s'est peu à peu éloignée de ses objectifs originels et a relégué au second plan sa fonction classique, c'est-à-dire celle qui, historiquement, justifiait son institutionnalisation.

Il est loin le temps où l'école était un lieu destiné à la transmission du savoir, bien loin aussi le temps où l'on y enseignait à lire, à écrire et à compter. Dans ce mouvement qui reflète une crise d'identité culturelle interfèrent des facteurs d'ordre politique, social, économique et pédagogique. Parmi les éléments d'ordre pédagogique, il en est un à privilégier : l'enseignement Brésilien subit, depuis son origine, l'influence des idées étrangères. Durant toute l'histoire brésilienne, cette influence a été très marquante et a toujours été la preuve d'un haut degré de dépendance de l'enseignement brésilien par rapport aux méthodes, paradigmes et théories élaborés dans d'autres contextes, notamment dans les pays hégémoniques.

Dans un premier temps, l'enseignement au Brésil subit l'influence de la pédagogie catholique de la Contre-Réforme. De 1549 – date de l'arrivée des jésuites au Brésil (et de la fondation des premières écoles) – à 1759, date de leur expulsion, les jésuites ont détenu le monopole de l'enseignement dans le pays, de telle sorte qu'après leur départ, leur influence se maintiendra, malgré les efforts du gouvernement portugais pour imprimer un caractère laïc à l'enseignement. À la fin du siècle dernier, plus précisément à partir de l'instauration du régime républicain (1889), l'enseignement va subir l'influence de la pédagogie traditionnelle laïque, inspirée par le libéralisme classique. Pendant la deuxième décennie de ce siècle, l'Éducation nouvelle

commence à imprégner la pédagogie brésilienne, orientant la réflexion éducative jusqu'en 1960, époque à laquelle commence à se faire sentir l'influence de la pédagogie techniciste. Cette tendance s'impose du fait des orientations du gouvernement militaire qui s'installe en 1964 ; elle reste hégémonique pendant une courte période, car vers la fin des années 1970, les premiers signes d'épuisement du modèle se font sentir, du fait de la précarité de l'enseignement dans le pays.

1. L'influence décisive des jésuites

La présence des jésuites dans l'enseignement brésilien est liée à l'insertion du pays dans le monde occidental. Ce processus est marqué par la politique mercantiliste qui domine l'époque. En tant que colonie du Portugal, le Brésil a un rôle de fournisseur de denrées utiles au commerce de la Métropole. Afin que le Brésil remplisse cette fonction, le Portugal le maintient sous un régime de tutelle administrative et d'isolement politico-culturel accompagné de rigoureuses restrictions économiques.

Mais ceci n'est pas suffisant pour garantir le contrôle de la terre qui vient d'être découverte. Il faut l'intégrer à tout prix dans le nouvel ordre. Le Portugal, ou plutôt sa civilisation, s'étend d'une manière dominatrice sur la colonie, en la soumettant à un processus forcé d'acculturation. Ce sont tout d'abord les Amérindiens – groupements humains vivant de façon simple, natifs – qui sont l'objet de ce processus. Il faut les intégrer au projet d'exploitation de la terre, en les rendant dociles et soumis. Au XVIII^e siècle, se crée peu à peu dans la colonie, une société constituée de blancs et de métis, enfants des *Senhores de engenho* (propriétaires terriens qui exploitent la canne à sucre, fonctionnaires de la métropole, éleveurs de bétail, artisans spécialisés et propriétaires de mines). Ce groupe représente l'élite de la colonie et il faut en assurer l'adhésion au projet portugais. Le Portugal fait alors appel aux jésuites, en leur confiant la responsabilité de l'enseignement.

La participation de ces religieux à la colonisation se justifie par les objectifs mêmes de l'Ordre. Fondé dans une période de grande ardeur religieuse en Europe, lors de luttes entre catholiques et protestants, il se propose de collaborer avec l'Église pour combattre l'hérésie et pour diffuser la foi catholique. Trois moyens sont déployés : le prêche, l'éducation de la jeunesse et l'action missionnaire auprès des populations des régions en cours de colonisation. Dès le début, la

convergence des objectifs de l'Ordre de Saint Ignace avec ceux de la politique de colonisation du Portugal conduit les jésuites à devenir responsables, de manière presque exclusive, de l'enseignement scolaire au Brésil pendant deux siècles.

Le système d'enseignement implanté par les jésuites comprend des écoles élémentaires et des collèges. Dans les écoles élémentaires, s'enseignent la lecture, l'écriture et la religion, car ces matières sont les principaux instruments dont se servent les religieux pour atteindre leur objectif premier : la diffusion et la préservation de la foi catholique parmi les *Senhores de engenho*, les colonisés, esclaves et Indiens. Les collèges jésuites dispensent des cours de lettres classiques (grammaire latine, humanités, rhétorique), de philosophie et de sciences (logique, métaphysique, morale, mathématiques, sciences physiques et naturelles). Ces cours conduisent au titre de bachelier ès arts, et préparent les élèves à l'entrée dans les universités européennes, en particulier celle de Coimbra. En outre, les collèges offrent un cours de théologie et sciences religieuses, destiné à la formation des prêtres. Organisés selon les normes du *Ratio Studiorum* de 1599, ces collèges reproduisent le modèle éducatif développé dans les écoles européennes. Celui-ci, étroitement lié à la civilisation médiévale, se caractérise essentiellement par une réaction énergique contre l'esprit critique qui commençait à poindre en Europe. Il se définit par le respect des formes dogmatiques de l'autorité de l'Église et des Anciens, par la rigueur de la discipline et par une absence d'intérêt pour les sciences pratiques. Les exercices intellectuels ont pour finalité l'habileté à mémoriser et à faire des commentaires de textes. Les cours de sciences humaines sont administrés en latin. Seuls, les auteurs et thèmes qui ne menacent pas les idées de la religion catholique sont autorisés, si bien que des auteurs classiques comme Cicéron sont censurés et que l'histoire et la géographie s'enseignent de manière indirecte, à travers des commentaires de texte. Quant aux sciences appliquées, elles sont enseignées aux étudiants de niveau avancé « non pour elles-mêmes mais en vue de mieux louer Dieu » (Saint Ignace).

Le succès de ce système est dû à son efficacité. « Les élèves apprenaient plus de choses en dix mois que d'autres en deux ans. En trois ans de Grammaire, les élèves écrivaient et parlaient le latin ; ils comprenaient le grec et souvent le parlaient également » (1). Selon

(1) Eugênio de Vilhena Morais : « Qual a influência dos jesuita em nossas letras ? » RHIG, tomo especial, n.5, s.d., 640-641, in Nunes, Maria Thetis : *Ensino Secundário e Sociedade no Brasil*, Rio de Janeiro : Instituto Superior de Estudos Brasileiros, 1962, p. 23.

René Hubert, cette réussite provient surtout du caractère pragmatique de l'enseignement qui « formait l'homme conformément aux exigences de la société et de l'époque : aimable, brillant, plus préoccupé de la forme que du contenu, de la mémoire que de la pensée » (1). L'éducation jésuite s'impose ainsi grâce à la liaison entre l'Ordre et le pouvoir, mais surtout grâce aux structures sociales du Brésil. Dans cette société hautement stratifiée, caractérisée par l'absence d'autonomie par rapport à la métropole et par une économie basée sur l'agriculture et une main-d'œuvre esclave, l'enseignement scolaire ne peut servir qu'aux Humanités. Il est réservé à un petit groupe lié à l'élite, qui, même sans se destiner à l'administration du secteur productif – l'*engenho* – qui, pourtant, l'entretient, peut se donner le luxe de se cultiver. Pour ce groupe, l'enseignement donné par les jésuites, orienté seulement vers une culture générale, uniforme et neutre du point de vue national, devient le symbole distinctif d'une classe.

La classe dirigeante prend peu à peu conscience de la force de cet enseignement. Les premiers représentants de la Colonie auprès de la Cour ont été les enfants des seigneurs de l'*engenho* élevés selon le système jésuite. En ce sens, tous ceux qui désirent atteindre un « statut » cherchent cet enseignement, puisque même dans la colonie, l'importance sociale des colons n'est plus mesurée seulement par l'étendue des terres ou par le nombre d'esclaves. Le diplôme de bachelier et le certificat de licencié ès Arts (obtenus dans les collèges) sont des titres qui ont une valeur de référence dans la hiérarchie sociale de la Colonie, au sein de laquelle une petite aristocratie de lettrés, de futurs théologiens, de prêtres enseignants, de magistrats, est en train de se former. Tous ceux « qui ont suivi les carrières de la période coloniale ecclésiastique, militaire et civile » – (2) sont passés par ces écoles. L'enseignement donné par les jésuites est bien accueilli dans la mesure où « il ne dérangeait pas la structure en vigueur, se subordonnait à l'impératif du milieu social, allait de pair avec celui-ci » (3). C'est en grande partie grâce à cet enseignement que le Brésil a été, pendant si longtemps, un pays d'Europe, tourné vers le vieux continent.

Au moment de leur expulsion en 1759, les jésuites entretiennent 36 missions, des écoles pour l'enseignement de la lecture et de l'écri-

(1) René Hubert : *História da Pedagogia*, São Paulo, Companhia Editora Nacional, 1985, p. 46.

(2) Serafim Leite : *História da Companhia de Jesus*, Rio de Janeiro, Instituto Nacional do Livro, s.d., tomo VII, p. 143.

(3) Nelson Werneck Sodré : *Introdução à Revolução Brasileira*, Rio de Janeiro, J. Olimpio, 1958, p. 120.

ture dans la presque totalité des bourgades du pays, en plus de dix-huit établissements d'enseignement secondaire (y compris les collèges et séminaires), situés dans les endroits les plus importants du Brésil. Même s'ils n'ont pas été les seuls éducateurs, les jésuites ont été les plus importants, non seulement par le nombre de leurs écoles mais aussi parce qu'ils représentent le style même de l'éducation donnée dans la métropole. L'éducation au Brésil est marquée par l'empreinte jésuite. Cette action est jusqu'à aujourd'hui un sujet de controverses. Certains en font inconditionnellement l'éloge, d'autres estiment qu'elle est responsable du caractère livresque, « artificiel » et élitiste qui marque l'éducation scolaire brésilienne. Mais indépendamment de l'opinion que l'on peut s'en faire, les historiens sont unanimes à reconnaître son influence.

Les jésuites sont expulsés du Brésil par le décret du 28 juin 1759. Cette mesure met fin au monopole qu'ils ont exercé pendant plus de deux siècles sur l'éducation au Portugal et dans ses colonies. L'expulsion fait partie d'un programme de modernisation de l'État portugais, mis en œuvre par le marquis de Pombal. Celui-ci a comme objectif de sortir le Portugal de l'état de stagnation et d'obscurantisme dans lequel il se trouve. Cette réforme, fondée sur les principes des Lumières vise, grâce à la laïcisation de l'État et de la culture, à donner au Portugal les moyens de progresser. De ce fait, Pombal ouvre de nouvelles voies à l'enseignement dans le royaume et ses colonies, en remplaçant les écoles jésuites – qui étaient au service de la foi – par un système scolaire utile aux intérêts de la Couronne. Il fait transférer à l'État les responsabilités d'administration et de contrôle de l'enseignement.

Les réformes de Pombal provoquent une fragmentation du système scolaire brésilien, car elles substituent aux collèges jésuites « les cours de la Couronne » (laïcs). Ces cours, parcellisés, sans plan défini, sont assurés par des professeurs qui ne possèdent pas le niveau ni la formation des religieux. Dans la pratique, Pombal a détruit le système scolaire existant, sans pour autant en établir un autre. C'est seulement en 1772 que sont créés les premiers cours élémentaires de la Couronne, des cours de grammaire, philosophie, grec et latin, dans quelques régions du pays. Ces écoles, dans la plupart des cas, sont dirigées par d'autres ordres religieux installés au Brésil, tels que les Franciscains, les Capucins et les Carmélites. Les impôts (*subsídio literário*), créés par la Couronne pour faire face aux dépenses liées à l'enseignement, s'avèrent insuffisants pour entretenir un réseau d'écoles et un système de formation de professeurs. Par suite du manque d'investissement de la part du gouvernement portugais, les modifications introduites par Pombal n'ont pratiquement aucun effet

sur l'éducation au Brésil. C'est seulement grâce au rayonnement du séminaire d'Olinda, et grâce à l'influence de jeunes brésiliens diplômés de l'Université de Coimbra rénovée par Pombal que la philosophie des Lumières va s'introduire au Brésil.

Ainsi, quoique l'unité de l'enseignement humaniste ait été rompue par l'introduction de nouvelles disciplines dans le cursus du Cours d'humanités – les mathématiques, le dessin, le français et l'anglais par exemple – les réformes de Pombal n'ont pas eu suffisamment de force pour rompre les traditions de culture et d'éducation introduites par les jésuites. La pédagogie mise en pratique par des professeurs soigneusement préparés, dans des collèges bien organisés, a laissé des marques profondes dans la société brésilienne. La prégnance du modèle pédagogique jésuite est telle que, jusqu'à la fin du XIX^e siècle, il n'a pratiquement connu aucune modification.

2. Les premiers signes de changement dans l'enseignement brésilien : la pédagogie traditionnelle

Le dépassement de la pédagogie des jésuites est lié aux changements subis par la société brésilienne pendant la seconde moitié du XIX^e siècle, et à leur point culminant, à savoir l'implantation du régime républicain en 1889.

La conquête de l'autonomie politique, en 1822, se fait avec le minimum possible d'altérations dans la structure politico-sociale du pays. De ce fait, le Brésil passe de l'état de colonie – qui fournissait les denrées utiles au commerce de la métropole – à l'état de pays exportateur de matières premières et importateur de produits manufacturés. Du point de vue économique, c'est avec l'Angleterre que le Brésil établit des liens commerciaux. Du point de vue culturel, c'est la France qui devient la référence. Ainsi, à la fin de l'Empire, la maîtrise de la langue française devient une condition fondamentale pour participer à la vie sociale brésilienne. L'influence culturelle de la France sera déterminante pour la création d'écoles destinées à l'éducation féminine. Ces écoles, qui font leur apparition vers la fin du siècle, ont pour fonction d'assurer la formation de jeunes filles de l'élite, futures épouses capables de figurer dans la bonne société aux côtés de leurs maris. Pour ce faire, il leur faut non seulement parler couramment le français mais aussi s'habiller et se comporter en société selon les normes édictées par le modèle de la « Ville Lumière ».

Dans le même temps, les principes sur lesquels est fondée la société coloniale ne souffrent pas de changements majeurs : monoculture, grandes propriétés rurales et main-d'œuvre esclave. La permanence de cette structure n'impose pas de nouvelles exigences à l'école. Pour les quelques privilégiés, chargés de la gestion de l'État et qui, en général, finissent leurs études en Europe, l'éducation livresque et académique, inspirée par le programme français et donnée selon la méthodologie des jésuites, est tout à fait satisfaisante.

À partir de la seconde moitié du XIX^e siècle, la société brésilienne connaît une évolution due à la fin du trafic des esclaves (loi Eusébio de Queirós, 1850) et à l'apparition d'un nouveau produit : le café. Ce phénomène va permettre de dégager des excédents financiers et susciter, grâce à l'investissement, un début d'industrialisation. Une main d'œuvre salariée formée d'immigrants européens se constitue peu à peu. Déclin de l'esclavage, émergence d'une nouvelle production, nouvelles formes de travail, tous ces éléments vont contribuer à dynamiser l'économie. Il en résulte la création de petites manufactures, un flux de migration vers les villes et la croissance des couches moyennes urbaines.

Ces changements provoquent un climat d'effervescence intellectuelle et idéologique dans la région sud-est du Brésil. La possibilité de construire un nouveau pays, libéré du joug de l'esclavage et du système juridico-politico-monarchique archaïque enthousiasme les élites intellectuelles. Les idées de fédéralisme, de démocratie, d'éducation pour tous sont débattues avec passion. Le destin national est entrevu avec euphorie. Pour la première fois au Brésil, le catholicisme, les institutions monarchiques, les droits des grands propriétaires, le travail esclave, la politique centralisatrice de l'Empire sont mis en question. La mise en échec de l'Empire est aussi celle de la pensée catholique dominante. L'élite cultivée, fortement influencée par la pensée libérale et par le scientisme du XIX^e siècle (par le positivisme notamment) possède une foi inébranlable dans le pouvoir de la science et de l'éducation pour la construction d'un nouvel ordre social.

Pour ce groupe, la République ouvre une ère sociale nouvelle, fondée sur la science et le droit. Dans cette perspective républicaine, éminemment laïque, l'enseignement à caractère religieux, hérité des jésuites, n'est plus acceptable. Par ailleurs, la croyance au pouvoir de la science ne s'accommode pas d'un enseignement académique faisant surtout appel à la mémoire ; il devient donc nécessaire de rendre l'éducation cohérente avec les exigences du nouveau projet politico-

social et, dans ce but, l'élite intellectuelle fait appel aux conceptions pédagogiques modernes et scientifiques, inspirées par les œuvres de Pestalozzi et de Herbart. Ces idées arrivent au Brésil à travers l'influence des écoles nord-américaines, d'orientation protestante, créées à la fin de l'Empire.

Le nouveau modèle d'enseignement reflète l'effort entrepris au XIX^e siècle pour instituer une science de l'éducation. Ayant comme points de repère la philosophie et la psychologie – celle-là montre le but de l'éducation, celle-ci le chemin, les moyens et les obstacles – ce modèle insiste sur le rôle de l'observation et sur l'importance de l'activité de l'élève dans le processus d'apprentissage. Les « leçons de choses » en sont la traduction pratique. Selon Rui Barbosa (1), l'un des principaux responsables de la diffusion de la nouvelle méthode dans le pays, « celle-ci combat la pédagogie anti-naturelle – basée sur la mémoire – et défend une nouvelle méthodologie dont le fondement est l'enseignement par la réalité, par l'intuition, par l'exercice de l'intelligence, par l'observation. Celui-ci est destiné à triompher des méthodes « académiques », de l'absurde formalisme de l'ancienne école » (2). Les aspects les plus importants de la pédagogie fondée sur la méthode intuitive, le développement de l'esprit d'observation et de la rigueur dans l'exposé des concepts sont la leçon de choses, – principe méthodologique qui devait orienter l'enseignement de toutes les disciplines apprises à l'école primaire – et la méthode, dont la base peut être définie à travers les cinq principes formels de Herbart.

Ces nouvelles idées sont rapidement assimilées et acceptées d'un commun accord par les enseignants brésiliens. L'action du gouvernement pendant les premières années du régime républicain y a fortement contribué. Le pouvoir politique souhaite imprégner la société brésilienne de la notion de laïcité, inspirée par le modèle des nations développées. Aussi l'État soustrait-il la formation du citoyen à l'influence de l'Église pour la transférer à celle de l'école publique. La nécessité de préparer l'individu à être un citoyen entraîne non seulement la création d'écoles dans les villes, mais aussi des changements dans les programmes scolaires. Il n'est plus seulement question

(1) Rui Barbosa a traduit en portugais, en 1880, l'ouvrage *Primary Object Lessons*, de l'éducateur nord-américain Alisson Norman Calkius, l'adaptant aux conditions brésiliennes. Ce livre a été approuvé par le Conseil directeur de la Cour et prescrit par le gouvernement impérial pour servir de manuel à la formation des instituteurs.

(2) *Id* : *Obras completas de Rui Barbosa*, Rio de Janeiro, Ministério da Educação e Saúde, 1950, v. XIII, tome I, p. 9.

d'apprendre à lire, à écrire, à compter et à prier. Il faut aussi acquérir des notions de sciences, de géographie, d'histoire, etc.

L'élargissement des objectifs de l'école primaire et le souci de mettre en avant la nouvelle méthode, obligent les États fédérés à adopter en 1889 des mesures en vue d'assurer le développement de la nouvelle pédagogie. Cette politique comprend l'élaboration de normes pour l'application de la méthode (y compris l'envoi de matériel didactique aux écoles), la création de cours destinés à la formation des enseignants, et l'exigence de diplômes d'enseignement, cette dernière mesure étant la première initiative prise dans ce sens dans le pays, depuis l'expulsion des jésuites.

Sous l'Empire, les critères d'aptitude à l'enseignement étaient définis par l'âge, la moralité et la réussite à des examens. Les quelques écoles normales créées dans ce but à la fin du XIX^e siècle, n'ont fonctionné que très peu de temps. Au fur et à mesure que la pédagogie en tant que science se répand dans le pays, les cours deviennent de plus en plus complexes. La formation du professeur qui, dans un premier temps, se faisait à travers les activités d'observation et de pratique, dans des classes d'application ou dans des écoles élémentaires, commence à s'enrichir d'éléments théoriques. En 1916, les cours de formation d'instituteurs dans l'État du Minas Gerais comprennent, en plus de la formation pratique, une chaire de pédagogie et d'hygiène, enseignant les disciplines suivantes : histoire de l'éducation, méthodes générales d'enseignement, organisation et législation scolaire, psychologie de l'enfant, hygiène et soins pratiques pour les enfants. En outre, à mesure que la psychologie devient un élément de poids dans l'apprentissage, la rigueur de la discipline s'adoucit. Le décret 4524, de cette même année, interdit les châtimens corporels dans les écoles. Il est recommandé au corps enseignant de donner l'exemple aux élèves « par sa conduite irréprochable, par la pratique de la vérité et de la loyauté, le sentiment de dignité, d'autonomie et de responsabilité, d'altruisme et de dévouement, d'aversion pour les vices et les mauvaises habitudes ».

Le succès de la pédagogie traditionnelle auprès des enseignants brésiliens, n'est pas dû qu'à l'action de l'État. Il résulte du fait qu'elle ne s'oppose pas à la pratique pédagogique d'inspiration jésuite, qu'elle rejoint sur de nombreux points. Toutes deux voient dans l'homme un être doué d'une essence, à laquelle l'enseignement doit donner forme ; elles mettent en valeur les modèles dans la formation de la personnalité humaine ; elles soulignent l'autorité du professeur dans la mise en pratique du processus d'éducation. Dans la pratique,

la pédagogie traditionnelle brésilienne est constituée « d'un amalgame des tendances pédagogiques catholiques, d'inspiration nettement jésuite, et des conceptions pédagogiques modernes, de caractère scientiste, inspirées par les principes de Pestalozzi et de Herbart » (1). Ceci explique qu'elle n'ait pas eu à affronter d'obstacles dans les écoles catholiques car le culte des héros nationaux s'y est superposé à celui des saints. En conséquence, la pédagogie traditionnelle est aujourd'hui confondue, au Brésil, avec la pédagogie des jésuites, et on leur attribue, de manière indiscriminée, le trait marquant de l'enseignement brésilien : l'absence d'adéquation aux réalités du pays.

Cela n'est pas dû seulement à l'appropriation de la théorie par les enseignants et à son imbrication avec la pédagogie des jésuites. Le projet rénovateur qui marquait la naissance de la République, a été limité par l'oligarchie foncière et par l'Église. Après le choc provoqué par le changement de régime mené par des militaires issus des classes moyennes, les propriétaires terriens se regroupèrent en fonction de leurs intérêts particuliers, en mettant l'appareil de l'État à leur service. Par suite, l'exercice de la citoyenneté se restreint à un groupe très réduit, l'accès à l'école n'étant que le privilège de quelques-uns. L'Église, séparée de l'État, se sert de l'éducation de l'élite pour maintenir son contrôle sur la société civile. L'innovation pédagogique du début de la République perd peu à peu son caractère, puisqu'elle laisse de côté l'expérience et continue à valoriser le verbalisme et l'intellectualisme.

Cet enseignement, inspiré par le modèle français, a rencontré des résistances dans le prolétariat d'origine européenne de la ville de São Paulo. On tentera de lui opposer un enseignement compatible avec ses intérêts de classe, fondé sur la pensée pédagogique libertaire. Le Brésil vit alors une crise politico-institutionnelle. Cette crise, caractéristique du progrès industriel dans une société d'économie agraire, reproduit le phénomène que le libéralisme européen a eu à affronter plus d'un siècle auparavant : répondre aux exigences de démocratisation de la classe ouvrière et des classes moyennes urbaines en lutte contre le statu quo.

Pour une partie de l'élite politique et intellectuelle du pays, la crise est le résultat de l'incapacité de la classe dominante à ouvrir son système aux couches sociales qui émergent. Le pays s'achemine vers l'ordre social industriel. Fruit de la science et de la technologie, cet

(1) Paulo Ghiraldelli Jr. : « Introdução à evolução das idéias pedagógicas no Brasil », in *Educação e Sociedade*, CEDES, São Paulo, Cortez, n.26, pp. 85-104, 1987.

ordre social se caractérise par de nouvelles formes d'organisation et, notamment, par les principes de solidarité et de coopération entre les hommes. Cet ordre exclut les méthodes de répression et d'exclusion dont se servent les élites politiques au pouvoir. La réussite du Brésil dans ce domaine est liée à sa propre capacité de modernisation. Elle dépend d'une profonde révision des institutions politiques inspirées du libéralisme, une reconsidération du rôle de l'État, et la construction d'un esprit civique. L'inefficacité des procédés dont se servaient les vieilles élites républicaines pour socialiser la main d'œuvre ouvrière des usines, met en évidence la nécessité d'une action systématique dans ce sens. La confiance généralisée dans la capacité de l'école à former l'individu et, par conséquent, à construire la société, fera de celle-ci le moyen par excellence de la construction d'un nouvel *ethos* social, d'une nouvelle morale tournée vers le travail. L'enseignement est alors considéré comme un instrument de reconstruction sociale et de stabilité politique. Le modèle français d'éducation par l'instruction commence à faire place au modèle nord-américain, tourné vers le travail productif.

3. Apparition d'un nouveau modèle d'enseignement : l'éducation nouvelle

Chez Dewey, Kilpatrick, Decroly, Claparède et autres pédagogues, les éducateurs libéraux cherchent le modèle d'une nouvelle organisation du travail scolaire qui réponde aux besoins de formation nécessaires au nouvel ordre fondé sur les idéaux de progrès, de coopération et d'harmonie sociale. Le recours au modèle nord-américain s'explique par l'influence que les États-Unis commencent à exercer sur le monde occidental. Les rapprochements d'ordre politique et économique s'accompagnent d'une recherche de modèles éducatifs.

L'introduction de l'Éducation nouvelle dans le pays s'incarne dans la création de l'Association brésilienne de l'éducation (ABE) en 1923 et les réformes de l'enseignement instaurées dans chaque État. L'Association brésilienne, en réunissant l'avant-garde des éducateurs de l'époque, organise des rencontres pour discuter de l'éducation dans le pays, pour dénoncer non seulement le manque d'écoles mais aussi la mauvaise qualité de l'enseignement. En fondant ses revendications sur les principes de l'Éducation nouvelle, l'Association fait pression sur le gouvernement pour que soient effectivement assumés ses engagements à l'égard de l'éducation publique. Les réformes régionales de l'enseignement, réalisées dans les États de São Paulo, Rio de Janeiro, Ceará, Bahia et Minas Gerais, traduisent un plus

grand engagement du pouvoir politique et, par voie de conséquence, un renouvellement de l'école publique. Ces changements sont d'une très grande importance pour la diffusion des idéaux de l'Éducation nouvelle dans le pays.

La consolidation de cette tendance au Brésil est assurée pendant la décennie suivante, dans le cadre d'un programme de modernisation engagé à partir de la Révolution de 1930. Ce moment est un jalon important dans l'affirmation de l'ordre bourgeois au Brésil, puisqu'à partir de cette date, le gouvernement cherche à assurer des conditions plus stables pour l'accumulation du capital dans le pays. Dans l'optique bourgeoise, une nation est avant toute chose un marché, c'est-à-dire un espace propice à la production et à la circulation de marchandises. Le gouvernement révolutionnaire de 1930 se met en rupture avec les oligarchies terriennes qui ont dominé le pays pendant les décennies précédentes et s'engage dans la consolidation, même partielle, de la suprématie de la ville sur la campagne. Le nouvel État qui naît de la libération du joug oligarchique est un État plus complexe, plus hétérogène quant à ses objectifs. L'une de ses caractéristiques est le rôle d'arbitrage qu'il assume, dans le règlement des conflits sociaux au sein de la société brésilienne. L'enseignement joue un rôle de premier ordre parmi les mesures prises dans cette perspective. Ayant foi dans son pouvoir de contrôle et de persuasion, l'État transforme l'enseignement en un instrument de propagation de certaines valeurs telles que le culte du patriotisme, de la discipline, de la morale et du travail. Ces valeurs sont considérées comme indispensables à la construction d'un peuple « intègre, adapté à la réalité de son pays et préparé à le servir ». En donnant à l'enseignement un rôle social, le gouvernement démontre sa volonté de démocratisation.

Le discours des éducateurs libéraux vise à rendre l'État responsable de la création des écoles et de leur contrôle, de manière à en garantir un accès universel, sans réduction de leur qualité. Ce discours est bien accueilli par le nouveau gouvernement car il conforte sa légitimité auprès de la société civile. Il s'inspire des idées de l'Éducation nouvelle en vogue aux États-Unis et en Europe, et reflète les idées les plus avancées de cette période. En l'adoptant, le gouvernement manifeste son engagement dans la modernisation du pays et démontre le caractère éminemment technique qui marque son exercice du pouvoir. En même temps, la pédagogie de l'Éducation nouvelle se montre extrêmement fonctionnelle, appropriée aux circonstances. En effet, le primat accordé à la socialisation de l'individu et l'offre d'un enseignement actif et différencié, permettent d'écarter les critiques du régime et servent à légitimer, au nom de la science, les

différences sociales nécessaires à la société industrielle, tout en masquant les mécanismes politiques et sociaux qui les instituent.

Bien que l'Éducation nouvelle ait été introduite dans un contexte de démocratisation de la société, elle n'a pas eu la force nécessaire pour inspirer un programme de généralisation de l'école publique. Le processus de mise en place du capitalisme industriel au Brésil s'est fait sous un régime autoritaire, marqué par la présence d'un État conduisant une politique d'intervention et de centralisation : « le pays passe d'un régime oligarchique à une dictature de type bourgeois après un intermède de grande fermentation politique et culturelle » (1). La principale caractéristique de ce processus de transition est l'établissement d'une coexistence structurelle et dynamique entre le nouveau (urbain) et l'ancien (rural). Il s'agit d'un modèle caractérisé par la lenteur des changements et leur contrôle par l'appareil d'État.

Cette transition n'entraîne ni la rupture totale avec l'ordre politique précédent, ni le démantèlement du régime. L'incorporation de nouveaux groupes est assurée au moyen d'un système d'intérêts corporatifs, contrôlé et organisé par un État autoritaire et de base populiste, qui les transforme en une force organique au service des intérêts des classes dominantes, dans une société marquée par l'exclusion et par un haut niveau de sélection. Dans ce contexte, la Révolution de 1930 incorpore les nouveaux groupes tout en les dépolitisant. La modernisation qu'elle entraîne accélère la production industrielle mais, en même temps, freine la formation d'un régime démocratique dans le pays. Si elle marque le passage vers une société industrielle complexe et urbanisée, le changement ne crée pas un nouveau modèle d'égalité sociale. En dépit de ces limites, la Révolution de 1930 laissera des empreintes profondes dans le système scolaire brésilien.

Sur le plan politique, l'importance attribuée à l'école dans la formation de l'individu et de la société en fait un droit pour tous et un devoir de l'État. La traduction institutionnelle est importante : à partir de 1934, toutes les constitutions brésiliennes intègrent le souci de l'éducation. L'engagement du gouvernement dans ce sens est notable. Les données relatives à l'enseignement primaire montrent que le nombre d'élèves inscrits à ce niveau scolaire est de 3 068 259 en 1940 alors qu'en 1920 il était de 1 033 421 (2). Une croissance

(1) Octávio Ianni : *Estado e planejamento econômico no Brasil. 1930-1970*, 2 ed. Rio de Janeiro, Salamandra, 1984, p. 36.

(2) Otaíza de Oliveira Romanelli : *História da Educação no Brasil (1930-1973)*, Petrópolis, Vozes, 1983, p.64.

analogue se vérifie au niveau de l'enseignement secondaire : 109 281 élèves en 1920, 260 202 en 1940 (1).

L'accent mis sur la science comme critère pour l'étude des questions d'éducation influe sur l'administration des services liés à l'enseignement. L'administration scolaire dispose alors d'une bureaucratie spécialisée dans le traitement des problèmes relatifs à ce secteur (Ministère de l'Éducation, Conseil national de l'Éducation, Secrariats et Conseils d'Éducation des États) et d'organismes de recherche (Institut national d'études pédagogiques). Quant au professeur, l'importance qui lui est accordée justifie l'attention particulière que reçoivent sa formation et sa carrière, jalonnée de concours. Durant la formation, l'accent est mis sur les cours. La publication de bibliographies spécialisées apparaît. La formation pédagogique a comme axes la psychologie, la biologie, l'histoire de l'éducation (c'est-à-dire, l'histoire des méthodes d'enseignement) et la méthodologie. Ces disciplines visent à familiariser le futur professeur avec la théorie et la pratique des méthodes actives. Peu à peu, on y ajoute des matières telles que la sociologie et la philosophie.

Les nouveaux concepts entraînent également des changements dans l'organisation interne de l'école, qui implante désormais des services techniques susceptibles d'aider et d'évaluer le professeur dans l'accomplissement de ses fonctions. L'attention accordée à l'élève et à sa participation au processus d'apprentissage, le respect de ses besoins en tant qu'individu et citoyen, rendent la discipline scolaire moins rigoureuse, établissent de nouveaux rapports entre l'élève et le professeur, mettent en valeur d'autres formes d'expression que le langage oral et écrit (la musique, la danse, l'art dramatique, les arts plastiques), et stimulent des études visant une meilleure connaissance de l'élève et la mise en pratique de nouvelles méthodes.

La confiance mise dans le pouvoir de la technique pour résoudre les problèmes éducatifs et l'importance attribuée à l'organisation de l'école conduisent celle-ci à affronter les problèmes liés à l'origine sociale de l'élève et à leur chercher des solutions. Dans cette perspective, l'école, qui entend assurer à tous les mêmes possibilités d'apprentissage, devient responsable de l'assistance médicale et dentaire, de la distribution du matériel scolaire et même de celle d'un goûter. Ceci infléchit le rôle joué par l'école qui, d'institution destinée à la transmission du savoir, devient un lieu dans lequel la population

(1) *Idem.* p.64.

pauvre cherche à satisfaire quelques nécessités de base, bref un lieu propice à des manœuvres populistes. Finalement, le respect affiché de l'élève comme individu, c'est-à-dire l'offre d'un enseignement adapté aux talents et aptitudes de chacun, a des conséquences sur la qualité même de l'enseignement, puisque l'école s'assume clairement comme institution offrant des savoirs différents à des personnes différentes.

L'Éducation nouvelle apparaît au Brésil à un moment de grande effervescence politique et culturelle. Elle est liée à un projet de modernisation de la société. Tout d'abord, elle ébranle les milieux de l'enseignement et provoque un véritable affrontement entre ses propres adeptes et les défenseurs de la vieille école, dans une dispute qui n'est pas sans dimensions politiques. Mettant l'école au service de l'ordre social, l'Éducation nouvelle la laisse absorber par le régime autoritaire qui, en échange, se charge de promouvoir sa divulgation auprès des enseignants et de la société en général. La portée de son programme, affirmée dans sa propre dénomination alliée à l'action du gouvernement, favorise son accueil dans les milieux de l'enseignement qui y voient un modèle idéal pour le pays. De cette manière, l'Éducation nouvelle survit à l'extinction de la dictature (1945) et se maintient en tant que conception hégémonique jusqu'aux années 1960. Pour la « démocratie restrictive », qui s'est installée dans le pays après la dictature, ce concept, fortement ancré dans les milieux de l'enseignement, offre à l'État une explication plausible et conservatrice de la marginalisation sociale et politique de la plus grande partie de la population brésilienne.

Le processus d'industrialisation, déclenché en 1930, se maintient pendant les années suivantes et atteint son apogée pendant les années 1950. Conduit par l'État, il reste marqué par la période révolutionnaire (1930-1945) et orienté vers le marché interne, mais il compte désormais sur un nouvel élément, la participation du capital étranger. Les chemins parcourus par l'industrie brésilienne pendant cette phase s'expliquent par le contexte international de l'Après-guerre. La Seconde Guerre mondiale a donné aux États-Unis une image positive de héros mondiaux de la liberté et de la démocratie, alliés de toute nation voulant préserver sa souveraineté. L'Après-guerre se fige dans une bipolarisation du pouvoir, plaçant l'Union soviétique et les États-Unis en situation de guerre froide. Les deux superpuissances attirent des pays d'économie dépendante vers leurs sphères respectives d'influence. Au nom de la doctrine Monroe (l'Amérique aux Américains), les États-Unis suivent attentivement ce qui se passe en Amérique latine, sans hésiter à intervenir de diverses manières si leurs

intérêts se trouvent menacés. Dans ce contexte, le Brésil encore peu industrialisé se voit subitement envahi par une technologie avancée, qui s'accompagne d'un déferlement des valeurs de la culture nord-américaine, par l'intermédiaire des moyens de communication de masse. La radio, le cinéma et plus tard la télévision vantent l'*american way of life*, et provoquent des changements dans les habitudes et dans le mode de vie des Brésiliens. Les agences de presse, surveillées par l'U.P.I. (United Press International), contrôlent l'image des États-Unis en empêchant la circulation d'informations qui pourraient lui être préjudiciables. La France, en tant que mentor intellectuel, cède sa place aux États-Unis. En bref, après une longue période marquée par l'influence européenne, le Brésil se met à vivre sous la tutelle nord-américaine, qu'il subit toujours.

La croissance de l'industrie intensifie le processus d'urbanisation du pays. Pour la première fois dans l'histoire du Brésil, la taille de la population urbaine se rapproche de celle de la population rurale. Le prolétariat urbain s'accroît, la bourgeoisie industrielle se consolide et ces changements touchent la campagne où, pour la première fois, la population commence à se mobiliser pour garantir ses droits civils. Pendant les années 1950, l'industrialisation est considérée comme un moyen indispensable au développement social du pays et mobilise l'opinion publique, unissant ses diverses composantes autour d'une idéologie nationaliste du développement. Le climat d'effervescence qui règne rouvre les débats sur l'école, considérée comme instrument important pour le développement du pays et comme moyen d'accès aux avantages que procure le nouvel ordre social. Les débats sont orientés par l'Éducation nouvelle au sein de laquelle les éducateurs cherchent l'inspiration afin de lancer une nouvelle campagne pour une école publique universelle et gratuite.

Le modèle de croissance industrielle rapide, basé sur de gros investissements extérieurs et sur l'accumulation des revenus, le mythe de l'industrialisation en tant que synonyme de développement social ne fait pas long feu. Au début des années 1960, on estime que le Brésil est déjà une nation industrialisée, alors que la société brésilienne n'a pratiquement pas changé de modèles sélectifs. Sur le plan politique, le maintien du pacte populiste fortifie le prolétariat qui exerce des pressions pour bénéficier de l'industrialisation et de la participation aux décisions prises dans le pays. Le milieu rural se voit aussi touché par ces mêmes revendications et les paysans – qui se trouvaient jusqu'alors tout à fait en marge – commencent à se mobiliser pour leur droits civils, allant jusqu'à militer en faveur d'une réforme agraire. Dans ce contexte, marqué par une industrie en déve-

loppement, par une urbanisation intense et par les pressions de la classe moyenne et du prolétariat urbain et rural qui veut accéder à l'école et à d'autres droits sociaux, l'Éducation nouvelle donne des signes évidents d'épuisement.

L'accent mis sur la qualité, qui conditionne le nombre de places offertes, empêche 40 % de la population en âge scolaire d'accéder à l'école. Par ailleurs, dans la mesure où l'Éducation nouvelle s'obstine à ne considérer les problèmes éducatifs que sous la lumière de la science et de la technique, en tant que données internes à l'école, elle ne réussit plus à répondre aux exigences requises par le profil des nouvelles couches qui cherchent dans l'école une possibilité d'ascension sociale. Ainsi, sur 1 000 enfants qui sont entrés en première année de cours primaire en 1960, 466 seulement ont réussi à atteindre la deuxième année. Parmi ceux-ci, 152 sont entrés dans le cours secondaire et 56 seulement ont réussi à entrer à l'université en 1973.

4. La crise de l'école brésilienne et la recherche d'alternatives éducatives

Malgré cette réalité, les idées de l'Éducation nouvelle restent tellement fortes dans le milieu enseignant que la crise du système scolaire est attribuée non pas au modèle visé comme idéal, mais à ses conditions d'implantation. Si l'école est en crise, ce n'est pas la pertinence du modèle qui est en cause, c'est précisément son application incomplète. Un mouvement de rénovation s'efforce de mettre en pratique, une deuxième fois, les idées introduites dans le pays pendant les années 1930. En 1958, le Ministère de l'Éducation et de la Culture autorise la création de « classes expérimentales » dans les écoles. Profitant de cette ouverture gouvernementale, les écoles catholiques qui, pendant les années 1930, avaient résisté à l'Éducation nouvelle, développent les idées inspirées par Montessori et Lubienska. Dans l'enseignement public, on crée des collèges d'application liés aux Facultés de philosophie, de sciences et de lettres. Ces collèges, destinés à recevoir en stage les futurs professeurs, cherchent à mettre en pratique des expériences qui, inspirées par les idées de l'Éducation nouvelle, rendent le travail scolaire plus efficace.

Au sein de la grande agitation politique des années 1960, on assiste au développement des mouvements de culture populaire ainsi qu'au mouvement de l'éducation pour les adultes. Réunissant des intellectuels libéraux progressistes, la gauche marxiste, des sociaux-démocrates et des représentants des chrétiens de gauche, ces mouve-

ments se donnent pour but d'intégrer les masses à la politique du pays, afin de préserver la culture populaire comme une véritable culture non dominante. Fondés sur la pensée chrétienne (Mounier et Lebret) et se nourrissant de l'idéologie du développement et des principes de l'Éducation nouvelle, ils sont à l'origine d'un mouvement éducatif tourné vers les classes dominées, jetant les bases d'une pédagogie libératrice. Calquée d'abord sur les expériences et les théories de Paulo Freire, son représentant le plus important au Brésil, la pédagogie libératrice, considérée par certains comme une espèce d'Éducation nouvelle populaire, se propose de libérer l'homme du peuple de son traditionnel mutisme, de donner au Brésilien une nouvelle mentalité, marquée par la conscientisation, et permettant l'engagement dans la lutte politique. Le souci premier de cette pédagogie libératrice, c'est l'homme du peuple, l'ouvrier ; son objectif, c'est de le transformer en un homme nouveau, sujet de l'histoire. Elle constitue, dans ce sens, l'une des rares tentatives pour mettre l'enseignement au service des classes dominées. Bien qu'elle ne soit pas liée au marxisme, la mise en pratique de cette pédagogie par des tendances de gauche restera limitée et pénétrera peu l'école. Elle ne sera pas suffisamment solide pour résister à la répression politique qui va s'exercer après 1964.

5. La pédagogie techniciste

Au début des années 1960, le Brésil vit une nouvelle crise politico-institutionnelle. L'épuisement du modèle économique rend impossible une réponse aux revendications populistes, focalisées sur la redistribution. Les tensions sociales s'accroissent. La géopolitique de la Guerre froide commence à se heurter à des réactions. Même les projets spéciaux concernant le nord-est (SUDENE) ne réussissent pas à alléger les contradictions socio-économiques. Le refus de l'injustice sociale s'amplifie, allant jusqu'à remettre en cause la présence même du capital nord-américain dans le pays, accusé d'exploitation néo-coloniale.

Dans l'optique du capital étranger, notamment nord-américain, le régime démocrate libéral, avec ses réseaux de participation, n'est pas suffisamment stable pour contenir les pressions émanant des classes les moins favorisées, confortées par le pacte populiste et menaçant le processus d'accumulation. Le contrôle de ces groupes s'avère nécessaire et « les États-Unis n'hésitent pas à se servir de tous les moyens possibles pour faire pression sur les institutions officielles, semi-officielles ou privées, chargées de la politique de contrôle global des

finances, de l'éducation, de la recherche scientifique, des médias et des forces armées » (1). Sur le plan interne, les militaires attribuent aux gouvernements populistes la responsabilité de l'échec économique et de l'insubordination sociale. Trouvant un appui auprès de vieilles forces fascistes, ils mettent fin au désordre, par le coup d'État de 1964.

Nourri des aspirations et frustrations des militaires, prétendument approuvé par les masses, et appuyé sur le financement et la collaboration de groupes d'entreprises liés au capital monopoliste, le coup d'État de 1964 institutionnalise un pacte autoritaire entre la technocratie et la bourgeoisie internationale. Ce pacte vise à la réorganisation sociale et économique nécessaire au maintien du capitalisme et à celui du modèle de l'internationalisation de l'économie. La Révolution de 1964 représente le point culminant de l'incorporation du Brésil au sein de la culture nord-américaine. La mise en œuvre du modèle exige au préalable la paix sociale. Dans ce but, l'État brésilien s'efforce après 1964 de liquider des éléments significatifs des mouvements populaires, des organisations de la société civile et du pouvoir représentatif. Il promeut la réorganisation de l'économie et le dépassement de l'idéologie nationaliste.

Ce processus de réorganisation du pays affecte profondément le système d'enseignement brésilien, car l'idéologie du développement basée sur l'ordre, qui oriente l'action du nouveau régime, envisage les problèmes d'éducation dans des limites très étroites. « Toute production culturelle était surveillée, dans l'idée que les organismes culturels éducatifs étaient favorables aux éléments subversifs et sympathisants du communisme » (2). De cette manière, le coup d'État de 1964 met fin aux mouvements d'éducation populaire des années 1960 et étouffe le débat sur l'éducation par des révocations, des exils, des persécutions, des tortures et la destruction de la littérature d'inspiration marxiste. Dans cette situation de dépolitisation, l'école est critiquée pour son mauvais rendement, son incapacité à former les ressources humaines nécessaires au développement, et son haut degré de politisation. L'école est ainsi rendue responsable des problèmes que connaît le pays.

(1) Regis Morais : *Cultura Brasileira e Educação*, Campinas, São Paulo, Papirus, 1989, pp. 113-122.

(2) Octávio Ianni : « O Estado e a organização da cultura », *Revista Civilização Brasileira*, São Paulo, n. 1, pp. 216-241, 1978.

Il fallait réformer l'école, en lui donnant les possibilités de gérer les outils nécessaires au développement. C'est à l'USAID (United States of America International Development) que s'adresse le régime autoritaire pour en obtenir les moyens. L'intervention de cette organisation dans l'enseignement brésilien, masquée sous la dénomination « d'assistance technique », date des années 1950. Pendant cette période, elle assume un rôle inédit, promouvant une véritable dénationalisation de l'éducation au Brésil. « La culture humaniste, de tradition européenne, est dorénavant envisagée comme un obstacle à la diffusion de la culture technocratique. Autrement dit, l'idéal est de mettre fin à l'ancien *ethos* culturel, d'origine catholique et ibérique, qui privilégiait les humanités, et de le remplacer par un autre, plus calviniste, qui stimule les valeurs industrielles et favorise les professions dynamiques, étroitement liées au processus de développement » (1).

Ce processus se concrétise par les accords MEC-USAID (1964-1968) qui ont touché tout le système éducatif brésilien, c'est-à-dire l'enseignement primaire, secondaire, supérieur, l'articulation entre les divers niveaux, la formation des enseignants, la production et la circulation des livres didactiques. La pédagogie techniciste est introduite au Brésil par le biais de ces accords, mettant fin à la longue hégémonie exercée par l'Éducation nouvelle. Conformément au programme de réorganisation sociale déclenché par le régime autoritaire de 1964, la pédagogie techniciste oriente la restriction du système de l'enseignement. L'objectif affiché est bien de mettre l'éducation au service du développement du pays. Le discours et la pratique pédagogiques sont alors conçus à partir de l'économique et les mots d'ordre sont efficacité et productivité. Ces termes traduisent le souci de donner au travail scolaire l'aspect fonctionnel du travail ouvrier.

Inspirée des principes du behaviorisme, la pédagogie techniciste voit dans l'apprentissage un processus de changement de comportements et, en tant que tel, une réponse à des stimulus externes, contrôlés par des renforcements. Dans cette perspective, l'éducation contrôle le comportement individuel en relation à des objectifs pré-établis. Le succès ou l'échec de l'école vis-à-vis de ces objectifs est ainsi en rapport direct avec la connaissance des lois naturelles qui régissent les réactions physiques de l'organisme en apprentissage, et le contrôle des variables qui l'affectent. Les lois 5540/68 et 5692/71 marquent l'entrée de la pédagogie techniciste au Brésil. Elles réfor-

(1) Sérgio Paulo Rouanet : *As razões do iluminismo*, São Paulo, Companhia das Letras, 1987, p. 328.

ment tous les niveaux d'enseignement, du primaire au supérieur. Cette législation, basée sur les présupposés évoqués plus haut, « fait plonger l'éducation au Brésil dans un vaste océan d'objectivité, de fonctionnalité, de taxonomie et de technicité, qui affecte jusqu'aux plus modestes moyens scolaires. Les vagues de cet océan apportent des modèles curieux comme, par exemple, l'approche systémique, l'instruction programmée, les machines à enseigner, le micro et le télé-enseignement... » (1).

Pour produire chez les élèves certains états psychosociaux et physiques et permettre à l'apprentissage d'atteindre des objectifs déterminés, il apparaît nécessaire de coordonner et de rationaliser le processus. Ce besoin de rationalisation va susciter la création d'un corps gestionnaire. L'organisation scolaire va acquérir un poids sans précédent dans l'histoire de l'éducation au Brésil. Le processus de bureaucratisation, commencé en 1930, prend des dimensions jamais vues auparavant. L'élément principal dans l'éducation devient alors l'organisation rationnelle des moyens. « Professeur et élève jouent un rôle secondaire, relégués qu'ils sont à celui d'exécutants d'un procédé dont la conception, le planning, la coordination et le contrôle sont à la charge de spécialistes supposés compétents, neutres, objectifs et impartiaux » (2). Le souci de traiter l'enseignement rationnellement a comme but de le dégager des influences subjectives, qui pourraient nuire à son efficacité. Non seulement il minimise l'importance du rôle joué par le professeur et par l'élève, mais il entraîne des conséquences sur la formation et sur les conditions de travail offertes au professeur, ainsi que sur l'enseignement dispensé à l'élève. Dépossédé de son autorité et accomplissant des tâches qui, à la rigueur, pourraient être exécutées suivant un schéma d'instruction, ou même par le livre didactique, le professeur se voit appauvri dans sa formation et dans son salaire. Quant à l'élève, le souci de l'adapter au travail, la valorisation des savoir-faire, font oublier son individualité puisqu'il est l'objet d'un enseignement « standardisé à partir de plans formulés à l'avance sur lesquels viennent s'ajuster les différentes modalités de discipline et de pratiques pédagogiques » (3).

La pédagogie techniciste n'a pas été très bien accueillie au sein du corps enseignant. Quelques éducateurs sont restés fidèles aux propositions de l'école traditionnelle et de l'Éducation nouvelle. D'autres

(1) Regis de Moraes : *Cultura Brasileira e educação*, p. 120.

(2) Demerval Saviani : *Escola e democracia*, São Paulo, Cortez/Autores Associados, 1983, p. 17.

(3) *Idem*, p. 16.

ont manifesté leur mécontentement en se réfugiant dans des théories anti-pédagogiques récusant le débat didactique (les théories de la non-directivité, théories de la « fin de l'école », et théories critico-reproductives) (1). La politique du régime autoritaire a cependant permis à la pédagogie techniciste d'exercer une profonde influence sur le système scolaire brésilien. Selon Saviani, « la pédagogie techniciste a finalement contribué à augmenter le chaos dans le domaine de l'enseignement, atteignant un tel niveau de discontinuité et de fragmentation qu'elle rend impossible du point de vue pratique, le travail éducatif » (2).

Les capacités d'accueil des élèves, les taux d'évasion et d'échec augmentent. Selon les données du recensement démographique de 1980, pendant la période qui va de 1968 à 1975, sur 100 élèves inscrits en première année du cours primaire, 16 seulement réussissent à arriver à la fin du cours. Ces données conduisent à mettre en doute l'efficacité du modèle d'enseignement et menacent la stabilité même du système politique, car il n'est plus possible de masquer les effets du capitalisme étranger dans un pays non indépendant. Comment donc expliquer l'échec, ou mieux, comment expliquer alors la difficulté d'adéquation du réel à l'idéal ?

6. L'aggravation de la crise, la recherche de solutions par le gouvernement brésilien : les théories compensatrices

La réponse à ces questions est recherchée dans les théories compensatrices adoptées aux États-Unis (années 1960) et en Europe (années 1970). L'échec scolaire est considéré comme la manifestation d'une dysfonction du système, d'un manque de productivité, causé par un handicap d'ordre psychique et/ou culturel, dont les élèves sont porteurs. Dans cette optique, il est « naturel » que ce soient principalement les enfants des classes dominées qui soient atteints par ce phénomène. Issus d'un milieu social extrêmement pauvre, ils souffrent de carences qui ne leur permettent pas de profiter de manière adéquate des opportunités d'apprentissage offertes par l'école. La pauvreté est vue comme une maladie à soigner, la solution envisagée contre l'échec est liée à une action intensive de l'école en vue de la compensation de ces handicaps. Cette action, contrôlée scientifiquement, a pour but de mettre l'élève en mesure de participer

(1) Jr. Paulo Ghiraldelli : *Introdução à Evolução das Idéias*, pp. 85-104.

(2) D. Saviani, *op. cit.*

de manière adéquate aux activités d'enseignement-apprentissage et d'en tirer profit.

La théorie du déficit et la pédagogie compensatrice sont étroitement liées à la conjoncture politique de la période, marquée par l'aggravation des contradictions gérées par la radicalisation de l'accumulation du capital. Dans cette situation marquée par la misère, par la faim, par le chômage, par la violence dans le milieu urbain et rural, et par la présence d'enfants abandonnés dans les rues des villes, la théorie du déficit détourne vers l'école la responsabilité des problèmes sociaux et l'oblige à y trouver des solutions. Ce faisant, elle collabore au renforcement du rôle de l'école dans la solution de problèmes qui concernent d'autres sphères de la société. Ceci se traduit dans son organisation, se reflète dans son enseignement et conduit à une profonde altération des programmes. Ils sont augmentés, et on y inclut, par le biais des activités nommées « activités extra-scolaires », une série de mesures visant à la prise d'habitudes, d'attitudes et de valeurs considérés comme indispensables à l'apprentissage scolaire ; parmi celles-ci se trouvent les soins alimentaires, l'acquisition d'habitudes d'hygiène, l'acquisition d'un langage « correct », d'un comportement adéquat au travail scolaire, etc.

La fonction d'assistance assumée par l'école finit par mettre au second plan l'acquisition du savoir. De cette manière, les investissements visant à assurer de véritables conditions d'apprentissage, diminuent de plus en plus. La formation des professeurs est réduite ainsi que leur salaire, les bâtiments scolaires s'écroulent, les salles de classe sont de plus en plus remplies et les ressources didactiques de plus en plus rares. Par contre, l'école devient un marché pour les phono-audiologues, les psychologues, les nutritionnistes et les assistantes sociales. Étouffée sous un véritable enchevêtrement de fonctions qui vont des soins alimentaires à la recherche de ressources pour l'entretien des bâtiments mêmes, l'école brésilienne se voit, de nos jours, très éloignée des objectifs qui, historiquement, justifiaient son institutionnalisation. Il est loin, le temps où l'école était le lieu réservé à la transmission du savoir. Bien loin le temps où l'on y enseignait à lire, à écrire et à compter.

En bref, l'éducation au Brésil subit, tout au long de son histoire, une perte d'identité qui reflète sa propre crise d'identité culturelle, et a été influencée par des facteurs d'ordres politique, social, économique et pédagogique. Parmi les facteurs d'ordre pédagogique, on a souligné l'extrême dépendance de l'éducation envers les idées et les modèles étrangers. Assimilés de façon naïve, ces modèles, qui n'ont

pas été repensés ou confrontés à la réalité brésilienne et sont étrangers à ses idiosyncrasies, ont transformé l'école en une véritable « tour de Babel », contribuant à compliquer ou même empêcher le processus de transformation exigé par l'éducation au Brésil.

Ana Maria CASASSANTA PEIXOTO
Université fédérale du Minas Gerais
traduit du brésilien par Michel Brault
et Monique Saint-Louis